L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 73. NOUVELLE-ORLEANS MERCREDI MATIN, 31 MARS 1875. 43me Année.

DUFOUR & BERRY,
PROPRIÉTAIRES-ÉDITEURS.
NOUVELLE-ORLEANS.
MERCREDI MATIN, 31 MARS.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Par le shérif, à l'entrepôt Nos 24 et 25, rue Delaigle, médicaments, drogues, etc.

Par Albert Patil, au No 84, rue Royale, pianos, meubles, comptoire, vitrées etc.

Par D. E. Morphy, au No 6 de la rue Pordras, marchandises sèches, articles de toilettes, draps, couvertures, etc.

Par S. Guimaldi, dans la rue Royale, entre les rues Dauphine et St-Philippe, meubles.

Par Pinkie J. Spear, au No 2 de l'Exchange Place, meubles de bureaux.

ATTENTION !

Le shérif procédera aujourd'hui à deux heures M. A son entrepôt Nos 24 et 25 rue Delaigle, Orléans, les ventes Royale et Bourbon Réunions des [illegible] de la liquidation d'un lot de Médicaments [illegible] Compt'oir Vitrière etc.

Meubles : Ce soir, entrée libre de la maison de vente Royale No 84 rue Royale, assortiment général de meubles de maison presque neufs et [illegible] vendus aujourd'hui à plusieurs reprises par Albert Patil.

Bourse : Bureau de l'Auditeur ouvert au M. D. E. Morphy.

SPECTACLES.

Mercredi, Mars 1875.

[illegible]

Un soi-disant bill d'allocations.

Nous ne sommes pas dans le secret des Dieux; mais nous savons qu'en voyant M. Kellogg signer et promulguer tous les soi-disant bills votés par une assemblée dont la composition était clairement illégale et a été déclarée telle par l'arbitrage suprême, il a consenti tacitement, nous ne pouvons concevoir aucun espoir sur l'adoption de réformes utiles, puisque cette adoption ne peut avoir lieu sans son consentement.

Non content de signer et de promulguer les bills qui ont été votés par une majorité des Messieurs Antoine et Hahn, M. Kellogg signe et promulgue encore des bills qui ne ont pas été votés et qui ont été refaits après l'ajournement. De ce nombre est le soi-disant bill d'allocations généralement cité comme ayant paru hier dans le journal officiel.

Il est notoire qu'on a présenté à la signature de M. Kellogg deux bills différents et qu'après examen, il a été reconnu qu'aucun des deux n'avait eu la sanction des deux chambres et que pour sortir d'embarras, on a fabriqué un nouveau bill avec les deux qui avaient été soumis à la signature du gouvernement *de facto*. C'est là de la législation posthume et il est à que sous le régime radical en Louisiane qu'on ait jamais vu chose pareille.

Le fait a été publié dans tous les journaux et n'a jamais été démenti. Il est connu de tous. Cependant, MM. Antoine et Hahn signent tranquillement ce bill [illegible] M. Kellogg l'approuve et le promulgue comme si c'était la chose la plus naturelle du monde.

Et, si nous nous moquons, si nous protestons, on nous répondra simplement que les trois signataires de ces chants et puissants personnages en font foi du passage du bill et lui donnent l'autorité d'une loi. Mais, tout compte fait, après cela, sur les points [illegible] sincérité [illegible] honnêteté [illegible] radicaux vient-elle à leur bonne foi [illegible] un arrangement ? C'est à [illegible] ce qu'on crédule des partisans du compromis.

M. Kellogg était le bon après à l'occasion de ce bilionnage à propos de celui qui allonge la bagatelle de $[illegible] sur les fonds de l'État et sa police métropolitaine.

Il a dit qu'il approuvait pas certaines parties du bill mais qu'il se croyait obligé de le signer parce que le paiement des salaires des officiers d'État en dépendait et parce que la législature saurait pas le temps de refaire le bill dans le court terme assigné à la session extraordinaire.

Comme la législature avec son assentiment ne pouvait étendre sa session de [illegible] pour un nouveau bill, lui même, [illegible] pour une session de deux jours pour le terme de cette session.

Mais la vérité est que M. Kellogg savait très bien qu'en dépit d'abus [illegible] nombreux de bills qu'il avait opposé [illegible] supprimées par les [illegible] et que cela est démontré ses [illegible] arrangements.

On pourrait certainement, retrancher du budget des dépenses de l'État une grande partie de l'état-major que s'allouent M. Kellogg et ses collègues, réduire les trois quarts de leurs dépenses évènement [illegible] par M. Kellogg seul à [illegible] économiser $[illegible] sur le budget de l'instruction publique, dont les fonds sont constamment détournés et alors que l'instruction est un [illegible] mythe; supprimer certaines sinécures fantaisistes qui ne font que [illegible] les salaires réduits des employés publics [illegible] depuis le bill à $[illegible] [illegible] $[illegible] [illegible] $[illegible] [illegible]